

**Nucléaire - Non-prolifération - Iran  
- Corée du Nord - Climat - Point de  
presse conjoint de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, avec M. Yukiya  
Amano, directeur général de  
l'agence internationale de l'énergie  
atomique (AEIA) - Propos de M. Le  
Drian**

(Paris, 19 octobre 2017)

Mesdames et Messieurs,

Je viens de m'entretenir avec M. Amano, le directeur général de l'agence internationale de l'énergie atomique. Comme vous le savez, notre entretien s'est tenu après sa rencontre avec le président de la République qui a eu lieu ce matin.

Avant toutes choses, je tiens à dire combien je suis heureux de votre visite en France et de nos échanges très substantiels.

Je voudrais devant vous, Mesdames et Messieurs, évoquer plus particulièrement trois points.

D'abord, la crise nucléaire nord-coréenne qui est très préoccupante. Notre stratégie repose, vous le savez, sur deux piliers : la pression croissante d'une part, s'agissant du nucléaire et de la prolifération balistique via les sanctions, et d'autre part, le maintien de notre appel au dialogue.

Je pense, Monsieur le Directeur général, que l'AIEA aura certainement et nécessairement un rôle à jouer pour l'encadrement du programme nucléaire nord-coréen et, le moment venu, un rôle à jouer pour son démantèlement complet, vérifiable, irréversible que nous souhaitons avec beaucoup de force.

D'ici là, en ce qui nous concerne, il faut poursuivre l'application rigoureuse des sanctions, mettre en oeuvre de nouvelles mesures pour freiner le programme nord-coréen, garantir la sécurité des pays de la région et éviter l'escalade des tensions.

Le deuxième sujet, c'est bien sûr l'Iran. Avec ce pays, la situation est bien différente puisque nous disposons d'un accord, le JCPOA, signé à Vienne en 2015. Cet accord demeure valable malgré la décision prise par le président des États-Unis de ne pas en certifier la mise en

oeuvre.

Monsieur le Directeur général, tout à l'heure, vous m'avez dressé le tableau complet des actions conduites par votre agence pour vérifier que l'accord de Vienne est bien appliqué par l'Iran. Votre dispositif est complet et efficace. Les prérogatives de l'agence sont robustes. L'AIEA a accès à tous les sites qui l'intéressent, nucléaires ou non. Elle peut donc vérifier que l'Iran ne détourne pas de matières nucléaires. Elle s'assure également que l'Iran n'a pas d'activités liées à la militarisation d'un engin nucléaire, c'est ce que l'on appelle la section 'T' de l'accord et c'est un aspect particulièrement important.

Grâce à l'AIEA, aujourd'hui nous n'avons pas de préoccupation dans ce domaine. Elle remplit pleinement son rôle d'inspection et elle rend parfaitement compte des résultats de ses investigations. Je tiens, Monsieur le Directeur général, à saluer le travail de vos équipes à ce sujet.

Le JCPOA est donc mis en oeuvre de manière transparente et nous estimons, à la suite des huit certifications de l'AIEA, que l'Iran a jusqu'à présent satisfait à ses engagements de 2015. La France l'appelle à continuer à le faire, c'est pourquoi nous souhaitons que l'agence soit aussi précise que possible dans ses rapports avec le respect de la confidentialité nécessaire.

Nous avons d'autres sujets de préoccupation avec l'Iran: son programme balistique, ses activités militaires en Syrie et plus largement au Moyen-Orient. Ces questions font l'objet d'autres échanges indépendamment de l'accord de Vienne, même si, sur ces questions, nous sommes particulièrement vigilants, sourcilleux et exigeants.

Troisième et dernier point - que nous avons évoqué très rapidement, parce que nous nous sommes concentrés sur les deux premiers sujets - vous savez l'attachement de la France au développement durable et à la lutte contre le changement climatique. Pour atteindre nos objectifs, le nucléaire a un rôle à jouer en tant qu'énergie faiblement carbonée, et l'AIEA permet aux pays qui le souhaitent de développer des compétences dans ce domaine. Cela fait partie de l'équilibre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Cela fait aussi partie du mandat de l'AIEA, de ce fait, vous aurez l'occasion de rencontrer un certain nombre d'acteurs - vous avez déjà eu l'occasion de le faire - mais vous aurez l'occasion demain d'en rencontrer un certain nombre de cette filière.

Je veux vous redire, Monsieur le Directeur général, à quel point l'AIEA est une organisation majeure pour nous. Je veux vous redire notre soutien et vous redire que nous considérons que c'est une organisation qui fonctionne bien. Je tiens à souligner la part qui vous revient à vous-même, Cher Monsieur le Directeur Amano, dans cette réussite. La France a pleine confiance en vous pour mener à bien cette mission majeure.

Merci de votre attention.

Q - Compte tenu des activités militaires de l'Iran dans la région, seriez-vous prêt à imposer des sanctions contre les gardiens de la révolution, comme le demandent les Américains ?

R - Nous avons à plusieurs reprises indiqué notre refus de voir l'Iran renforcer son appareil balistique. Nous avons, à plusieurs reprises, fait part aux Iraniens de nos désaccords quant à leur manière d'agir dans la région. Nous avons toujours tenu à distinguer les deux sujets, car le paquet nucléaire est un paquet en soi, l'enjeu de la non-prolifération est un ensemble majeur pour la paix et la sécurité de notre planète, et nous l'identifions à part, l'enjeu étant suffisamment important et grave. Les autres enjeux sont graves aussi mais ne font pas partie de l'accord. Nous aurons l'occasion prochainement d'interroger très fortement les Iraniens sur ces sujets et nous évaluerons les conséquences à tirer des entretiens que nous pourrions avoir.

Q - Vous avez dit qu'il fallait mettre en oeuvre de nouvelles mesures concernant la Corée du Nord, comment faire appliquer des sanctions ?

R - En faisant pression sur les pays qui ne les appliquent pas, en faisant pression sur ceux qui ont annoncé leur volonté de les appliquer, afin qu'ils les mettent en oeuvre rapidement. Il y a des sanctions qui ont été initiées dans le cadre du conseil de sécurité, il y a des sanctions supplémentaires qui ont été décidées par l'Union européenne lundi dernier, et puis il y a la manière dont nous pouvons agir les uns avec les autres, quelle que soit notre place dans le dispositif multilatéral, pour dire aux acteurs, qui pourraient être réticents, de le faire avec force car il s'agit aussi de leur propre sécurité. Je pense aussi à la nécessité d'avoir, avec la Chine en particulier, un dialogue très fort à ce sujet. Mais j'observe que la Chine a voté aussi toutes les résolutions récentes du conseil de sécurité, y compris la mise en oeuvre des sanctions./.